“La preuve par témoins peut également être administrée sous la forme de déclarations écrites.”

E. — Mesures provisoires

20. Au sujet de l'article 22, on a soulevé la question de la forme dans laquelle doivent être prises les mesures prévues à cet article. De l'avis général, les participants ont estimé qu'il fallait préciser le texte de l'article en ajoutant la phrase ci-après :

“Ces mesures provisoires peuvent être prises sous la forme d'une sentence provisoire.”

4. — Rapport du Secrétaire général (additif) : observations concernant l'avant-projet de règlement d'arbitrage à utiliser à titre facultatif dans les arbitrages *ad hoc* portant sur le commerce international (Règlement d'arbitrage de la CNUDCI) [A/CN.9/97/Add.3]*

Note du Secrétariat

Les annexes à la présente note reproduisent les observations reçues du Gouvernement norvégien, de la Chambre de commerce hongroise, de la Commission interaméricaine d'arbitrage commercial et de la Banque interaméricaine de développement.

ANNEXE I

Observations de la Norvège

[Original : anglais]

Pour la Norvège, l'avant-projet de règlement d'arbitrage de la CNUDCI, publié dans le document A/CN.9/97*, ne suscite pas d'objection majeure. Cet avant-projet constitue, semble-t-il, une bonne base de discussion.

Le Gouvernement norvégien formule ci-après des observations relatives à quelques-uns des articles de l'avant-projet.

Article premier

Le champ d'application du règlement (par. 1) devrait être étendu à tous les litiges pouvant naître de tout contrat, de toute transaction commerciale ou de toute autre relation commerciale particulière (définie) entre les parties.

Le *paragraphe 3* devrait suivre de plus près le modèle du *paragraphe 2* de l'article II de la Convention de New York de 1958 et se lire comme suit :

3. On entend par “convention écrite” une clause compromissoire insérée dans un contrat, ou une convention d'arbitrage distincte, signée par les parties ou contenue dans un échange de lettres, de télégrammes ou de messages télex.

Article 4

Au *paragraphe 3*, le délai de cinq jours est, semble-t-il, un peu court quand il s'agit de courrier aérien intercontinental et pourrait peut-être être porté à sept jours.

Article 11

En cas de remplacement d'un arbitre pendant la procédure d'arbitrage, la procédure orale qui a eu lieu avant le remplacement doit être répétée, sauf si le tribunal arbitral en décide autrement avec le consentement de la partie qui avait désigné l'arbitre remplacé. Il faudrait modifier en ce sens les dispositions du *paragraphe 2* de l'article 11.

* Reproduit dans le présent volume, deuxième partie, III, 1.

* 1^{er} avril 1975.

Conclusion

21. Outre les modifications et aménagements indiqués dans le présent rapport, d'autres suggestions ont été recueillies au Congrès de New Delhi; ainsi qu'on l'a déjà indiqué (par. 4 ci-dessus), ces suggestions seront examinées lors de la rédaction d'une version révisée du projet actuel.

22. Les modifications et aménagements du texte de l'avant-projet figurant dans le présent rapport exigent d'autre part certaines adaptations du commentaire. Cette refonte sera également opérée lors de l'établissement de la version révisée du règlement.

Article 13

La disposition du *paragraphe 1* qui exige que les parties soient traitées sur un pied d'égalité absolue devrait être plus précise, car elle paraît insuffisante pour empêcher toute inégalité de fait entre les parties. Une telle inégalité peut se produire si les parties se heurtent pendant la procédure arbitrale à des problèmes d'ordres différents que les arbitres traitent séparément et de façons différentes. Il ne suffit pas d'appliquer aux deux parties les mêmes règles formelles.

Il paraît douteux qu'on puisse interpréter le *paragraphe 3* comme signifiant qu'il y aura en pareil cas des actes de procédure orale autres que la production de preuves. Il est souhaitable de donner aux arbitres compétence pour refuser la production de preuves qu'ils estiment sans pertinence, comme le prévoit le membre de phrase entre crochets.

Article 17

Au *paragraphe 2*, le terme “contrat” devrait être remplacé ou complété par le mot “transaction”.

Article 18

Les règles de forclusion prévues au *paragraphe 2* devraient être rendues clairement applicables aussi aux cas envisagés aux *paragraphes 1* et *4*.

Article 22

Les parties devraient avoir le droit d'être entendues avant que les arbitres ne prennent les mesures conservatoires prévues à l'article 22, sauf en cas d'urgence. La disposition du *paragraphe 4* de l'article 13 pourrait être utile à cet égard.

Article 27

Au *paragraphe 1*, supprimer les trois mots qui suivent le mot “applicable”.

ANNEXE II

Observations de la Chambre de commerce hongroise

[Original : anglais]

Après avoir étudié l'avant-projet de règlement d'arbitrage à utiliser dans les arbitrages *ad hoc* en matière de commerce international (Règlement d'arbitrage de la CNUDCI), nous sommes parvenus à la conclusion que ce projet offre des solutions acceptables et appropriées pour le règlement des différends entre les parties. En conséquence, il a, d'une manière générale, notre approbation.

Bien entendu, nous estimons cependant nécessaire que les différents articles du règlement soient étudiés en détail par les experts. Un tel examen paraît utile car — nous semble-t-il — on devrait pouvoir parfaire encore l'expression des idées justes que renferme le projet de manière d'une part à simplifier celui-ci et d'autre part à éliminer dans une certaine mesure quelques-uns des problèmes qui se posent dans la pratique. C'est dans cette perspective que nous présentons ci-après quelques suggestions et remarques relatives à certains articles du projet de règlement.

Article 3

A propos de la procédure d'arbitrage, il serait utile de préciser la date à laquelle elle commence à produire des effets juridiques (par exemple, l'interruption de la prescription) : cette date est-elle la date à laquelle l'une des parties notifie à l'autre qu'elle invoque une clause compromissoire ou une convention d'arbitrage, celle à laquelle l'arbitre unique assume ses fonctions, ou bien celle où le tribunal des trois arbitres est officiellement désigné ? A notre avis, les effets juridiques commencent à la date de la notification d'arbitrage. Ce point de vue correspond également à la pratique dont nous avons connaissance.

Article 4

Nous estimons que le paragraphe 1 de l'avant-projet devrait être modifié de manière que, comme il est dit justement dans le commentaire, les parties participent à la procédure par l'intermédiaire de leurs représentants librement choisis. Le texte envisagé n'est pas en contradiction avec la considération qui précède mais nous pensons qu'il serait préférable que le texte précise aussi le caractère facultatif de la représentation des parties.

Article 5

En matière de commerce international, il est difficile de s'en tenir au délai de 8 jours. C'est pourquoi nous estimons que ce délai devrait être de 30 jours ou, au minimum de 15 jours.

Article 6

En ce qui concerne la procédure d'arbitrage libre, nous pensons que les dispositions du paragraphe 2 sont trop compliquées et nous proposons donc de supprimer les alinéas *a* et *c*. Les dispositions proposées à l'alinéa *b* nous paraissent tout à fait suffisantes et appropriées. A notre avis, les chambres de commerce, qui jouent un rôle important dans le commerce international, pourraient remplir de façon satisfaisante le rôle d'"autorité compétente", pour la désignation des arbitres, conformément aux exigences de la vie commerciale, et ne refuseraient pas de répondre à ces exigences.

Article 7

Pour la nomination du troisième arbitre chargé d'exercer les fonctions de président, notre suggestion en ce qui concerne la procédure d'arbitrage libre, est la même que celle que nous avons formulée au sujet de l'article 6. Nous ajouterons simplement, à propos du paragraphe 5 de l'article 7, qu'il serait bon que la nomination du troisième arbitre chargé d'exercer les fonctions de président soit indépendante des parties. Sinon, le choix du troisième arbitre risque de retarder la constitution du tribunal d'arbitrage.

Article 10

La question de la récusation de l'arbitre, dans le cas d'une procédure libre, appelle de notre part les mêmes considérations que l'article 6.

Article 13

Dans les dispositions générales, la procédure orale est considérée en fait comme une question d'importance secondaire. Le commentaire correspondant mentionne même que les arbitres peuvent refuser de tenir une audience à la demande d'une seule des parties. Or, il paraît évident que le tribunal d'arbitrage doit arriver à sa décision

en se fondant sur les pièces écrites, les preuves et les dispositions pertinentes de la loi applicable. Les faits qui sont à l'origine du litige en droit peuvent bien entendu être très divers et les faits réels sont connus avant tout par les parties.

Par conséquent si, connaissant les faits, l'une des parties demande une procédure orale, cette demande ne peut pas, à notre avis, être rejetée. La règle qui, selon le même principe, en limiterait les possibilités de présentation de pièces écrites serait rarement acceptée par les parties. Etant donné que le règlement envisagé vise au contraire à répondre aux exigences de la vie économique, nous considérons que la solution restrictive proposée devrait être supprimée du projet. A notre avis, si l'une des parties souhaite que le tribunal d'arbitrage tienne une audience, cette demande doit être satisfaite. En outre, il convient de mentionner que, d'une manière générale, les accords entre parties interviennent à l'occasion d'une procédure orale dirigée par le tribunal d'arbitrage. Si cette procédure ne peut avoir lieu que sur décision du tribunal d'arbitrage, de tels accords, qui représentent la meilleure solution, deviendront souvent impossibles.

Article 28

D'après le paragraphe 2, si les parties ne sont pas parvenues à un accord sur le paiement des frais d'arbitrage, ces frais sont à leur charge à parts égales. A notre avis, il est nécessaire de modifier ce projet de disposition d'après la pratique. Même si la procédure d'arbitrage *ad hoc* résulte d'une convention préalable entre les parties, il s'agit en dernière analyse d'une procédure juridictionnelle destinée à trancher un litige. Si l'on considère en outre que toute procédure juridictionnelle, et par conséquent la procédure d'arbitrage, comporte des risques, la solution juste et conforme à la pratique consisterait, comme dans le cas d'une procédure judiciaire civile, à répartir les frais de l'arbitrage entre les parties à raison des responsabilités attribuées à chacune d'elles. Cette solution correspond également aux règles de procédure des tribunaux d'arbitrage organisés.

Nous vous demandons de bien vouloir prendre nos observations en considération lors de l'étude et de la discussion de l'avant-projet.

ANNEXE III

Observations de la Commission interaméricaine d'arbitrage commercial

[Original : espagnol]

J'ai l'honneur de vous communiquer les conclusions auxquelles est parvenue la Commission interaméricaine d'arbitrage commercial à sa cinquième Conférence, tenue à Bogota (Colombie) du 4 au 6 décembre 1974, à propos du projet de règlement d'arbitrage (*ad hoc*) en matière de commerce international établi par la CNUDCI.

Tout d'abord, notre Comité exécutif a décidé, en principe, de faire sien le projet de règlement de la CNUDCI comme s'il avait été adopté par l'Organisation des Nations Unies. Dans l'intervalle, le projet qui nous a été communiqué a été envoyé pour information aux sections nationales et à la CIAC.

Une résolution formelle reflétant l'opinion du Comité exécutif a été présentée à la Conférence, qui l'a adoptée. Un exemplaire de cette résolution est joint en annexe à la présente lettre.

Nous sommes convaincus que ce projet contient les règles les mieux conçues pour l'arbitrage commercial international et c'est pourquoi nous tenons à vous adresser, ainsi qu'à la CNUDCI, nos félicitations pour votre initiative. Nous espérons que tant la CNUDCI que l'Organisation des Nations Unies prendront les mesures nécessaires pour que le règlement soit adopté le plus rapidement possible.

ANNEXE IV

Observations de la Banque Interaméricaine
de développement

[Original : anglais]

J'ai l'honneur de me référer à votre lettre du 21 novembre 1974, par laquelle vous nous avez communiqué le document A/CN.9/97 contenant un avant-projet de règlement d'arbitrage d'utilisation facultative dans les arbitrages *ad hoc* en matière de commerce international.

Nous avons examiné cet avant-projet de la CNUDCI, qui tient compte d'importantes conventions internationales datant de 1958, 1961 et 1965, ainsi que du règlement de la Commission économique pour l'Europe et de celui de la Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient.

Le règlement proposé semble être bien conçu et reposer sur des bases solides dans le domaine du droit commercial. Je ne pense pas que nous puissions y apporter la moindre amélioration, et voudrais donc simplement adresser mes félicitations à vos services pour le travail utile qu'ils ont accompli dans ce domaine.

5. — Rapport du Secrétaire général (additif) : observations concernant l'avant-projet de règlement d'arbitrage à utiliser à titre facultatif dans les arbitrages *ad hoc* portant sur le commerce international (Règlement d'arbitrage de la CNUDCI) [A/CN.9/97/Add.4]*

Note du Secrétariat

L'annexe à la présente note reproduit les observations reçues de la Commission des Communautés européennes.

L'adoption du "Règlement d'arbitrage de la CNUDCI" soit précédée d'une vaste consultation non seulement des centres d'arbitrage commercial international mais aussi des organisations représentant les entreprises intéressées. Ce vœu a d'ailleurs été exprimé également par le V^e Congrès international de l'arbitrage (v. résolution n° IV). Pour mener à bien ces consultations l'octroi d'un délai supplémentaire paraît indispensable.

ANNEXE

Observations de la Commission
des Communautés européennes

Vous avez bien voulu communiquer à la Commission des Communautés européennes, par lettre du 18 novembre 1974, le texte anglais du "Règlement d'arbitrage de la CNUDCI" (A/CN.9/97, du 4 novembre 1974) et, il y a quelques jours, la version française de ce même texte.

Je vous remercie de l'envoi de ces documents au sujet desquels nous avons essayé de recueillir les avis des Etats membres et les observations des milieux intéressés.

Il n'a malheureusement pas été possible d'obtenir, dans le délai imparti et sur la base du seul texte anglais, tous les renseignements demandés. Vu l'importance du projet et l'intérêt certain qu'il présente pour la vie des affaires, il serait hautement souhaitable que

Il se dégage des réactions positives que nous avons pu enregistrer jusqu'ici deux considérations majeures. L'une porte sur le caractère facultatif des règles uniformes, l'autre sur la nécessité de limiter l'application de ces règles à l'arbitrage libre. Il a été, en effet, fortement apprécié que le règlement proposé laisse, en principe, aux parties la liberté du choix des règles régissant l'organisation de la procédure d'arbitrage. D'autre part, on a fait remarquer que le règlement devrait permettre aux parties de connaître, avec un maximum de certitude, l'ensemble des règles auxquelles l'arbitrage devrait être soumis. Or, la référence simultanée au Règlement d'arbitrage de la CNUDCI et à une institution d'arbitrage international pourrait être source d'ambiguïté dans la mesure où cette institution applique normalement ses propres règles. Ces règles et leur application risquent d'être ignorées par les parties et de ne pas correspondre à l'esprit du règlement proposé.

En attendant la fin des consultations en cours, ces observations ne peuvent être que provisoires. Je tenais néanmoins à vous les communiquer avant l'ouverture, le 1^{er} avril prochain, de la huitième session de la CNUDCI.

* 7 avril 1975.